L'espérance de Turin

Autor(en): **Gausi, René-A.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **55 (1963)**

Heft 9

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-385293

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

comme l'Union suisse des associations patronales et l'Union suisse des arts et métiers, qui ne connaissent pas, elles, les divisions confessionnelles. Tout le reste est d'ordre secondaire, surtout matériel: question de personnel, de finances, d'institutions de mutualité, etc. En entrant dans l'organisation plus vaste, les minoritaires n'auront pas le sentiment d'une frustration. Le champ de la moisson est si grand qu'il y a place pour tous. L'émulation, avec tout ce qu'elle comportera de collaboration et de contacts nouveaux, ne pourra qu'élargir encore l'horizon et l'efficacité du syndicalisme suisse pour le plus grand profit du pays tout entier.

L'espérance de Turin

Par *René-A. Gausi*

Au cours de l'été 1961, Le Gouvernement italien, mû par une impulsion généreuse, informait le BIT de son intention d'affecter à une grande œuvre de solidarité internationale les bâtiments érigés à Turin à l'occasion de l'exposition « Italia 1961 ». Il lui demandait par la même voie, s'il avait des propositions à formuler quant à l'utilisation de ce vaste ensemble de constructions modernes doté de nombreuses facilités et susceptible d'être transformé sans difficulté.

Le BIT ayant suggéré que l'on tire avantage de cette offre pour créer un Centre international de perfectionnement professionnel et technique, l'intérêt du Gouvernement italien s'en trouva renforcé. Il offrit alors de mettre à la disposition de l'OIT l'ensemble des bâtiments, d'une superficie de 45 000 m^2, lesquels seraient transformés d'une manière appropriée par la Municipalité de Turin. En outre, le Gouvernement italien s'engageait à apporter une contribution importante à l'équipement du Centre et à participer régulièrement, par la suite, au financement de cette entreprise.

En quoi consiste-t-elle?

Essentiellement à aider les pays en voie de développement à assurer le perfectionnement des qualifications, à tous les niveaux, de personnes choisies dans leurs entreprises industrielles et considérées comme aptes à bénéficier d'une formation plus avancée que celle qu'elles pouraient recevoir dans leur propre pays.

L'établissement, sous l'égide de l'OIT, d'un Centre de cette nature, est une œuvre d'une ampleur considérable. Elle doit répondre aux préoccupations que certains Etats membres de l'organisation ont exprimées à maintes reprises avec une insistance croissante, car l'expansion de l'action pratique de l'OIT, en vue d'aider les pays en voie de développement à améliorer les qualifications du personnel des entreprises industrielles de toutes catégories, a posé au BIT un

nombre considérable de problèmes techniques, qui ont porté essentiellement sur l'élaboration de programmes qui tiennent compte des conditions en constante évolution prévalant dans ces pays.

Avec les années, l'expérience de l'OIT s'est considérablement accrue, en particulier pour tout ce qui a trait à l'organisation de la formation professionnelle au niveau national ainsi qu'à la mise en œuvre de moyens visant à doter rapidement les pays en voie de développement du personnel qualifié et des spécialistes, dont leurs entreprises ont un besoin si impérieux. Mais il est à peine nécessaire de souligner que, dans le cadre des ressources dont elle dispose, le volume des efforts de l'OIT, qui a pourtant augmenté de plus de trente fois depuis 1950, n'est en aucune manière à la mesure des besoins immenses qui se font jour dans les pays en voie d'industrialisation; il ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan, puisque quelques millions de dollars disponibles à cet effet doivent être répartis entre de très nombreux pays. En outre, il est évident que les conditions dans lesquelles s'exécutent les programmes de perfectionnement par voie de bourses à l'étranger ne sont pas idéales, ces programmes d'études ne pouvant être exactement conçus, exécutés et contrôlés en fonction des besoins précis des pays en voie de développement. Bien souvent, les pays et les industries d'accueil ne peuvent modifier les conditions d'exécution de leurs projets et de leurs entreprises pour les adapter aux besoins des boursiers. De plus, si l'on tient compte des difficultés supplémentaires que pose l'utilisation d'une langue étrangère pour suivre les programmes de perfectionnement, on conviendra que l'exécution de ces programmes, ainsi établis, n'est pas sans poser de sérieux problèmes dans les conditions actuelles.

Ce perfectionnement à l'étranger est cependant indispensable puisque les pays en voie de développement ne disposent pas encore d'un nombre suffisant d'instructeurs qualifiés ni de machines spécialisées, nécessaires pour que de tels programmes de perfectionnement puissent être menés à bien avec toute l'efficacité désirable.

Et chaque pays en voie de développement a besoin d'un grand nombre de travailleurs formés aux techniques et aux professions industrielles fondamentales pour que des industries sur une base moderne puissent être établies et fonctionner avec succès, car l'écart entre les niveaux de vie des Etats industrialisés et ceux des pays sous-développés s'accentue sans cesse.

L'idéal sera donc de disposer d'un mécanisme grâce auquel l'OIT pourra jouer un rôle directeur dans l'exécution de ces programmes. Cela lui permettra de faire en sorte qu'ils aient l'uniformité souhaitable et la souplesse nécessaire, pour mieux s'adapter au degré de développement des pays qui auront recours à cette assistance.

Telles sont les raisons pour lesquelles, saisi de l'offre généreuse du Gouvernement italien, le BIT a été conduit à proposer la création

d'un Centre international de perfectionnement professionnel et technique, qui va secouer les opinions publiques en les sensibilisant sur le rôle fondamental que doit jouer le problème de la formation professionnelle à tous les échelons dans le processus du développement économique des pays jeunes, pour faire disparaître peu à peu l'inégalité profonde dans la répartition des revenus.

Comment fonctionnera ce centre?

Consacré à la formation de personnes ayant déjà reçu un enseignement de base, il accueillera, par conséquent, des éléments d'encadrement au niveau supérieur, moyen et subalterne, des instructeurs, techniciens et travailleurs qualifiés, considérés comme aptes à bénéficier d'une formation plus avancée que celle qu'ils pourraient obtenir dans leurs pays. Il est aussi envisagé d'englober dans les activités du centre la formation pédagogique d'experts en matière de coopération technique.

Les stages que les boursiers effectueront à Turin dureront, pour la plupart, de un à six mois, voire même une année selon les programmes, lesquels seront spécialement établis en fonction des besoins et des conditions prévalant dans les pays en voie d'industrialisation.

Le centre sera organisé de manière à reproduire, dans toute la mesure du possible, les conditions de vie en entreprise. Il dispensera à chaque boursier les connaissances théoriques et pratiques, organisera et dirigera leurs travaux et les aidera, en fin d'études, à faire la synthèse des connaissances acquises.

Le centre de Turin, situé au cœur même d'une région industrielle, sera largement ouvert vers l'extérieur, grâce aux stages que les boursiers effectueront dans des usines et entreprises qui seront disposées à les recevoir, afin d'acquérir une expérience pratique des méthodes industrielles modernes.

Les programmes de perfectionnement qui seront dispensés par le centre correspondront à deux niveaux essentiels de l'activité industrielle: celui des exécutants qualifiés, des agents de maîtrise, des instructeurs et des techniciens et celui des cadres dirigeants d'entreprise, tous deux faisant défaut dans les pays en voie de développement. Il serait inconcevable que l'effort fût limité aux cadres supérieurs qui ne pourront tirer avantage de leur propre perfectionnement que s'ils disposent à tous les échelons d'éléments formés aux techniques modernes de production.

Les programmes établis à l'intention de ceux qui seront soigneusement choisis par le centre, parmi les meilleurs exécutants qualifiés des pays en voie de développement, porteront principalement sur les professions des industries mécaniques, de l'électricité industrielle, de la fonderie, des métiers de l'industrie textile, chimique et du bâtiment, dans lesquels des méthodes modernes de production ne cessent d'être introduites.

Les instructeurs, les agents de maîtrise et les techniciens seront choisis tout d'abord dans les institutions centrales de formation mises en place dans diverses régions avec le concours de l'OIT et d'autres organisations. Et comme pour les exécutants qualifiés, les programmes de perfectionnement seront étudiés en fonction des conditions du progrès technique des pays en voie de développement.

En dehors de la formation technique, qui sera l'objectif principal des stages en usine, les programmes établis à Turin, à l'intention des cadres supérieurs, seront consacrés à la gestion et à l'organisation générale des entreprises, à la gestion de production, à la comptabilité de gestion et l'organisation des bureaux, à la gestion des ventes et à celle du personnel. Ces programmes permettront aux cadres dirigeants de parfaire leurs connaissances en étudiant au centre et, par l'entremise de ce centre, dans des stages pratiques en entreprise, l'application des techniques modernes qui sont utilisées pour la direction, l'organisation générale et la gestion des grands secteurs spécialisés de l'industrie, tout comme de la petite et moyenne entreprise.

Ainsi, formation technique spécialisée et formation dans les techniques de gestion et de direction constitueront l'essentiel du perfectionnement dispensé à Turin. Dans ses activités futures, le centre pourra également couvrir certains besoins liés à la mécanisation de l'agriculture et au développement des coopératives.

Le centre offrira donc une gamme très étendue de cours, allant du perfectionnement technique aux fonctions de direction traitées en profondeur, donnés par des experts hautement qualifiés, formant un véritable corps international homogène. Tout y sera organisé pour que les principales difficultés que pose le problème des langues soient réduites au minimum. En effet, bien que les programmes ne soient conçus, en principe, que pour l'anglais, le français et l'espagnol, les trois langues de travail, les salles de classe du centre seront équipées pour fournir une interprétation simultanée en six langues.

La complexité des problèmes intéressant l'accueil, le logement et les loisirs d'un nombre substantiel de stagiaires en provenance de divers pays en voie de développement – environ 600 boursiers par an pour les deux premières années – a fait également l'objet d'une attention soutenue afin que le centre devienne rapidement un véritable instrument de coopération internationale. Les autorités de la ville de Turin, en particulier, ont déjà songé à diverses formules de nature à répondre au besoin de détente et de loisirs des stagiaires.

Ainsi équipé, ce nouvel organisme international représentera quelque chose d'unique au monde. Par la force même des choses, il deviendra le noyau autour duquel s'agglomérera le réseau d'action du BIT en matière de formation de la main-d'œuvre. L'environnement industriel de la région de Turin lui conférera un intérêt et

une valeur de premier plan qui permettra d'atteindre des objectifs de perfectionnement technique et professionnel d'un niveau élevé.

*

Se préoccuper des problèmes humains dans leurs rapports avec les plans de développement économique est une vaste entreprise dont la vocation répond à une nécessité pressante, car beaucoup de ceux qui se servent de l'OIT comme d'une tribune où ils sont sensés exprimer leurs bons sentiments se soucient peu des véritables dimensions de l'univers. Ils ne comprennent pas que le progrès n'est révélé qu'à une faible partie de l'humanité et que le monde d'aujourd'hui attend autre chose que des discussions scolastiques. La voix des pauvres, celle des humbles et des affamés ne leur parvient que tempérée par l'indifférence. Et pourtant il suffirait de quelques gouvernements décidés pour que l'appel des hommes angoissés réveille les endormis de la torpeur où les plongent souvent des débats qu'ils veulent fastidieux.

Le geste du Gouvernement italien est un choc qui épouvante les attardés, mais c'est une immense espérance qui se lève, que personne n'attendait. Ne pas le soutenir équivaudrait à un abandon que tous les peuples épris de progrès ne pardonneraient pas à l'OIT.

Les gouvernements doivent comprendre que, en dépit du développement massif de l'assistance technique sous toutes ses formes, il n'existe pas dans le monde d'organisation internationale exclusivement consacrée, sur le plan pratique, au perfectionnement des techniciens et cadres supérieurs. Un tel centre complètera judicieusement cette formation au bénéfice des meilleurs éléments qui deviendront ensuite non seulement les artisans d'une production accrue et meilleure, mais également les instruments d'une politique toujours plus poussée de formation professionnelle, tant dans les entreprises privées et publiques que dans les instituts ou centres de formation de travailleurs et de cadres des immenses régions en voie de développement. Ainsi sera-t-il possible de combler peu à peu le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres.

Le centre de Turin, inconcevable sans l'offre généreuse du Gouvernement italien, vient à un moment particulièrement opportun. Il faut donc que les grandes puissances industrielles, les pays les plus développés, fassent preuve d'un esprit de solidarité internationale et de fraternité. Il faut qu'ils fassent en sorte que leur évolution aide au bien-être des travailleurs des régions déshéritées qui sont aux prises avec des problèmes immenses et variés. La faim, la misère et la maladie ont été les caractéristiques essentielles de la situation d'un grand nombre de pays d'Asie et d'Afrique. Ces pays demandent qu'on leur fournisse d'importantes ressources économiques afin de développer leur économie et élever leur niveau de vie jusqu'à un degré décent. Du haut de la tribune de la 47e Con-

férence internationale du travail, les voix des représentants de pays insuffisamment développés se sont élevées pour crier leur angoisse à la face du monde. Ce ne sont ni des canons ni de la munition dont ils ont besoin; ces peuples veulent une formation technique, ils veulent des moyens de production industrielle, ils veulent la paix et la prospérité, l'élimination de la souffrance et de la misère.

En face de cette réalité qui met en jeu tant d'êtres humains, nous ne pouvons qu'exprimer une pensée de gratitude à l'égard de l'initiative du Gouvernement italien, qui, par sa contribution importante au centre de Turin, a montré qu'avec un peu de bonne volonté il est possible d'établir et d'exécuter un grand projet judicieusement conçu.

Cet exemple, sans précédent dans l'histoire des relations internationales, doit ouvrir les yeux et faire vibrer les consciences pour qu'une collaboration efficace sur le plan de l'aide économique et technique s'établisse entre les Etats industrialisés membres de l'OIT.

La totalité des fonds demandés, quand le centre sera en pleine activité, c'est-à-dire dans sa quatrième année, s'élèvera à un peu plus de 6 millions de dollars. Le Gouvernement italien, pour sa part, a offert de verser au centre 7,5 millions de dollars pour dix ans, assurant ainsi une partie des frais de fonctionnement. De plus, grâce à une contribution complémentaire substantielle, il permet d'envisager l'octroi de trois cents bourses annuellement. Si l'on tient compte du montant important des investissements déjà effectués en offrant à l'OIT les bâtiments du centre, le geste financier du Gouvernement italien n'a d'égal que sa générosité.

Il est impossible, dès à présent, de régler dans le détail toutes les questions financières liées à l'organisation du centre. Il faut lui faire confiance dès sa naissance, car lui seul pourra tirer la leçon de ses efforts. Et ce n'est qu'avec une foi inlassable que son œuvre se poursuivra avec la certitude d'aboutir à des résultats spectaculaires. Alors, le centre s'imposera aux esprits, et loin d'empêcher de nouveaux progrès vers la justice sociale, les Etats membres de l'OIT les rendront possibles.

Aussi, en attendant que les gouvernements s'imprègnent de l'exemple de solidarité internationale que vient de donner au monde le Gouvernement italien, que les organisations professionnelles demandent à leurs adhérents l'obole symbolique dont pourrait bénéficier son budget, ne pourrait-on pas faire un effort d'imagination accru pour déterminer ce que l'on veut réaliser, pour permettre au centre de Turin de démarrer dans de saines conditions?

Il serait possible de faire quelque chose d'immédiat dans le domaine financier: une banque internationale de crédits à moyen et long terme n'offrirait-elle pas la possibilité de mobiliser des capitaux qui dorment? Ce pourrait être le coup de départ qui, brusquement, psychologiquement, amorcerait ce démarrage. Un tel

apport financier provoquerait un élan et c'est cela qu'il faut en tous domaines! Il permettrait de donner confiance à ceux qui doutent encore de l'efficacité de ce centre en le voyant à l'œuvre.

L'idée est lancée, car il est indispensable de tenter quelque chose. S'il y a une possibilité d'action, allons-y! Il ne faut pas abandonner le projet, car il a assez de vertu par lui-même; il porte en lui assez d'avenir et d'espérance pour que les hommes de bonne volonté accordent leur soutien à cet organisme qui deviendra souple et vivant, au niveau des tâches sans cesse accrues, à même de faire face aux problèmes nouveaux posés par les bouleversements du monde moderne.

Peut-être y a-t-il eu peu de moments aussi importants que celui-ci pour un tel effort.

Au fil de l'actualité

Par *Jean Möri*

Fritz Gmür passe le cap de la soixantaine

A son tour, Fritz Gmür vient de passer fin juillet le cap de la soixantaine. Il a résisté victorieusement lui aussi à l'agréable flux des compliments. Commencée sous le signe du Lion, le 31 juillet exactement, sa vie continue, au service des fonctionnaires des PTT de Suisse et du monde entier. Comme Adolphe Graedel naguère, son aîné d'une borne annuelle, il est à la foi secrétaire général de l'organisation nationale et d'un secrétariat professionnel international PTT. Ce qui lui permet de dépenser, peut-être trop généreusement, son extraordinaire vitalité.

Ces fonctions hybrides ne vont pas sans inconvénients. Ses pairs, dans les deux champs d'action, ont naturellement des tendances au monopole. C'est-à-dire que ses compatriotes voudraient le voir plus souvent à Berne, alors que l'exécutif de l'IPTT déplore sans doute qu'il ne soit pas toujours disponible pour ses multiples tâches de médiateur international.

Dans le pays, notre ami Fritz se démène avec succès pour défendre les intérêts particuliers des fonctionnaires PTT, comme le fit avant lui Georges Mischon, participe activement aux travaux ardus du Comité de l'Union fédérative, dont il fut secrétaire durant de nombreuses années. Son influence s'exerce aussi au Comité de l'Union syndicale, dont il est membre très actif depuis longtemps. Sa clairvoyance, son sens pratique, ses dons de synthèse et son originalité d'esprit, son sens de la perspective constituent de précieux adjuvants dans les discussions. Il est de ceux qui savent admirer un arbre sans